

MAGAZINE TRIMESTRIEL D'OXFAM-SOLIDARITÉ
JUILLET-AOÛT-SEPTEMBRE 2007 • NUMÉRO 8

Oxfam & Partenaires

Se nourrir est un droit

- ➔ La campagne d'été sur le lait
- ➔ Soutien aux femmes peules du Burkina Faso
- ➔ Appui aux marchés agricoles du Nicaragua
- ➔ Formation de paysans au Timor oriental



Un autre monde.
Justement!

Cher lecteur, Chère lectrice,

Le fait que tant de personnes souffrent encore de la faim est inacceptable. Grâce aux connaissances et aux technologies disponibles, l'agriculture actuelle est capable de nourrir 12 milliards de personnes. Mais cette nourriture est tellement mal répartie que 10 à 15 millions d'hommes, femmes et enfants meurent de faim chaque année, tandis que certains pays du Nord font face à des problèmes d'obésité de leur population. La faim tue un enfant toutes les 5 secondes. Peut-on accepter cela ?

L'injuste répartition de la nourriture est encouragée par les politiques agricoles imposées par l'Organisation Mondiale du Commerce, l'Union européenne et les institutions économiques internationales. C'est pourquoi nous exigeons la mise en place d'autres politiques agricoles, qui servent les gens au lieu de les détruire.

Le cynisme est total. Plus de 70% de la pauvreté extrême se concentre dans le milieu agricole. En clair, ce sont ceux qui produisent de la nourriture qui meurent de faim. Si les infrastructures déficientes et les problèmes environnementaux contribuent à cette situation, les causes premières portent sur le fait que les agriculteurs ont de plus en plus de difficultés à vendre leurs produits. Le marché alimentaire globalisé et les politiques de subsides qui favorisent le dumping étouffent des millions de paysans dans le Sud, mais aussi dans le Nord.

Avec toute la famille Oxfam, nous plaidons auprès des autorités politiques pour qu'elles mettent en place des politiques agricoles plus justes. Des politiques répondant aux besoins des agriculteurs et des consommateurs, et non aux exigences d'une agro-industrie qui voit dans la nourriture une simple source de profits.

La nourriture ne se limite pas à un simple produit économique.
Se nourrir est un droit fondamental !

Stefaan Declercq
Secrétaire général d'Oxfam-Solidarité



Nourriture contre Carburants

Chaque jour, les informations font état de l'augmentation des prix agricoles. Le blé, l'orge, l'huile végétale, le lait et d'autres matières premières sont de plus en plus chers. Une des causes mises en avant porte sur le développement des biocarburants, au détriment des cultures vivrières. Au Forum Mondial sur la Souveraineté Alimentaire tenu au Mali en février 2007, les représentants des mouvements sociaux et paysans ont dénoncé l'avancée des "déserts verts" dus à la monoculture industrielle destinée entre autres à produire des biocarburants. Vous retrouverez la **Déclaration de Nyéléni** sur www.oxfamsol.be.

Campagnes d'Oxfam : Starbucks et l'Ethiopie signent un accord

Le 20 juin, la chaîne américaine de cafés Starbucks et le gouvernement éthiopien ont signé un accord mettant fin à leur différend sur le commerce de café. L'accord permettra aux agriculteurs éthiopiens de percevoir une



part plus équitable des revenus générés par la vente de leurs célèbres cafés Sidamo, Harrar et Yirgacheffe. Un gain de taille pour les planteurs et leurs familles.

Il y a presque trois ans, le sec-

teur du café éthiopien a enregistré les noms de ses marques dans différents pays. Starbucks refusant de reconnaître ces marques, Oxfam International et les producteurs de café éthiopiens ont alors lancé une campagne d'action à travers le monde. La pression sur Starbucks fut énorme. Plus de 96.000 personnes ont signé la pétition d'Oxfam. L'accord conclu entre les deux parties prouve une fois de plus que le pouvoir des consommateurs peut faire la différence.

Plus d'infos : www.maketradefair.org

actua

Affaire Novartis : victoire pour la santé publique

Le 6 août, la Haute Cour de Chennai, en Inde, a rejeté la plainte introduite par la multinationale Novartis contre l'Etat indien. Ce dernier avait refusé d'octroyer à Novartis un brevet sur un médicament anticancéreux, le Glivec. La firme avait contesté cette décision et attaqué la loi indienne sur les brevets devant les tribunaux. Oxfam et MSF ont alors lancé une campagne de pression visant à protéger le droit de l'Inde à donner la priorité à la santé publique plutôt qu'aux profits des multinationales.

La décision de justice garantit donc à l'Inde de continuer à produire des médicaments génériques nécessaires pour soigner le cancer, le VIH/SIDA, le diabète et bien d'autres maladies à travers le monde.

Plus d'infos sur www.oxfamsol.be

Les festivaliers soutiennent l'agriculture paysanne

Vous avez peut-être croisé les bénévoles de notre campagne sur le lait lors d'un festival cet été. Accompagnés par notre vache de campagne Leila, ils ont interpellé des milliers de festivaliers à travers tout le pays pour les sensibiliser aux problèmes de l'agriculture familiale au Nord et au Sud. Plus de 20.000 personnes ont déjà signé notre pétition "Le commerce du lait. Un concentré d'injustices !" exigeant la mise en place d'une autre politique agricole.

Notre pétition exige du Gouvernement belge :

- qu'il défende, au niveau européen, la possibilité pour les pays ACP de protéger leurs produits agricoles (comme le lait) dans le cadre des accords négociés avec l'Europe.
- qu'il défende la mise en place d'une politique laitière qui maîtrise la production afin d'éviter la surproduction et le dumping, de garantir des prix justes aux producteurs et de protéger l'environnement.
- d'augmenter le budget dédié à l'aide au développement, et principalement la part consacrée à l'agriculture car ce secteur est essentiel au développement des pays du Sud.

Plus d'infos sur www.oxfamsol.be/lait



Il est plus facile de cultiver que de vendre ses produits

La vie n'est pas facile pour les paysans, qu'ils soient du Nord ou du Sud. Sous la pression de l'agro-industrie et de politiques agricoles injustes, l'agriculture familiale disparaît progressivement et les petits agriculteurs doivent lutter jour après jour pour survivre.

Dans le Sud, les producteurs font face à de nombreux problèmes : le manque d'accès à l'eau, à la terre ou aux crédits, les problèmes environnementaux ou l'état des infrastructures. Mais l'un des problèmes les plus douloureux est sans conteste le fait que de très nombreux agriculteurs ne peuvent faire face à la concurrence des produits importés et souvent subventionnés, et ne perçoivent pas de prix juste pour les produits qu'ils vendent. Comment en effet vendre ses récoltes face à l'importation de produits bon marché issus du marché mondial ?

Face à cette situation, nos partenaires tentent de renforcer la commercialisation des produits agricoles locaux. Le commerce équitable n'est pas qu'une question d'échanges entre le Nord et le Sud : sur les marchés locaux du Sud, les paysans doivent aussi bénéficier de chances égales pour vendre leurs produits. C'est pourquoi les politiques agricoles locales et internationales doivent protéger les agriculteurs pour qu'ils puissent répondre aux contraintes de l'offre et de la demande. Sur tous ces points, nos partenaires agissent.



& projets

Burkina Faso



"Pour nous, il n'y a pas de vie sans lait"

Au Burkina Faso, la production de lait est capitale pour une grande partie de la population. C'est notamment le cas pour les Peuls, ce peuple nomade vivant de l'élevage. Les revenus des femmes peules dépendent presque exclusivement de la vente de lait.

Mais elles font face à la concurrence du lait en poudre subventionné, importé d'Europe à bas prix. Pour faire face à cette situation, notre partenaire **Potal Djama** soutient les femmes peules en les aidant à produire du lait pasteurisé et du yaourt.

Actions & faits

- Potal Djama travaille avec un groupe de 50 femmes. Si les activités du groupe sont couronnées de succès, cet exemple encouragera certainement d'autres femmes peules à se mobiliser.
- En 2002, une mini-laiterie a été mise sur pied pour produire du lait pasteurisé et du yaourt.
- La mini-laiterie est confrontée à la concurrence des produits européens à base de lait en poudre. En conséquence, les marges bénéficiaires doivent être réduites pour pouvoir vendre le lait et le yaourt.
- Avec la Confédération Paysanne du Faso, les éleveurs font pression sur le gouvernement. En décembre, une grande manifestation a été organisée pour protester contre les importations de lait en poudre.

Témoignage

Korotoumou Gariko, éleveuse responsable de Potal Djama :

"Le ministre et les décideurs prennent leurs décisions confortablement assis derrière leur bureau. Ils ne connaissent pas la réalité de terrain. Au Burkina Faso, une vache produit 3 litres de lait par jour alors qu'une vache européenne en produit peut-être 10 fois plus. Et nous devrions être mis en concurrence sur le marché mondial ? Ce n'est pas réaliste ! Si l'agriculture n'est pas protégée, elle ne survivra pas..."



Contexte

Le lait en poudre n'est taxé qu'à hauteur de 5 % à l'entrée au Burkina Faso. C'est bien trop peu pour parvenir à protéger le secteur laitier local. Or, la protection du marché local est cruciale pour permettre à l'économie du pays de se développer. Et les taxes à l'importation constituent à ce niveau un important moyen. Mais au lieu de soutenir les marchés locaux, l'Union européenne pousse les pays africains à supprimer leurs taxes à l'importation...

Plus d'infos : www.oxfamsol.be/lait

Timor oriental



Développer l'agriculture pour soutenir les paysans

Le Timor oriental est un petit pays, indépendant de l'Indonésie depuis 2002. Près de 80% de la population vit de l'agriculture, le plus souvent de la monoculture du riz. Cette monoculture rend les paysans dépendants des prix internationaux du riz, et fort vulnérables aux importations de riz à bas prix.

Notre partenaire **ETADEP** (East Timorese Association for Development and Policy) aide les paysans à se tourner de manière durable vers de nouvelles cultures offrant de bonnes possibilités de vente.

- La formation et le suivi permettent une hausse de la production et des revenus de l'ordre de 40%. Le rendement du maïs a même augmenté de 60%. La culture de légumes a aussi permis de fournir une alimentation plus variée.

Actions & faits

- ETADEP est actif dans trois districts. L'association se rend dans les villages et donne des formations aux agriculteurs. Ces derniers donnent ensuite eux-mêmes des formations à l'intérieur de leur village.
- Les formations portent surtout sur les techniques agricoles et sur la mise en place de nouvelles cultures d'une façon durable (recours au compost, diversification des cultures, amélioration de la productivité...). Le respect de l'environnement est essentiel, car la monoculture du riz mène à une dégradation de la nature et à l'appauvrissement des sols.
- L'augmentation des revenus est un élément majeur, qui passe par l'encouragement à la transformation des produits (comme le jus de fruit et le pain, en lieu et place de fruits et de céréales). Une attention particulière est aussi accordée à la gestion financière.
- ETADEP dispose également de personnes chargées de fournir des conseils pratiques aux paysans dans les champs.



Illustration

Une formation axée sur la protection des cultures contre les maladies, les insectes et les rongeurs coûte 27,50 euros par personne, le prix comprenant le salaire, le déplacement, le matériel et les coûts divers.

Contexte

ETADEP est membre actif de HASATIL, un réseau local actif sur la question de l'agriculture durable. Ce réseau, qui défend les intérêts des petits agriculteurs, discute avec le Ministère de l'agriculture au sujet des politiques à mener. Ce qui n'est pas simple dans un petit Etat qui tente encore de mettre les structures publiques en place. On trouve d'ailleurs toujours des soldats et des policiers de l'ONU dans le pays afin de maintenir l'ordre. Cette année, des élections parlementaires et présidentielles ont été tenues. Le Timor oriental est un petit pays en pleine redéfinition qui mérite tout notre soutien.

Plus d'infos : www.oxfamsof.be

Nicaragua



Les paysannes prennent les choses en main

Quelque chose cloche sur les marchés du Nicaragua. Les paysans sont bien trop mal payés pour leurs produits. Souvent en-dessous des coûts de production. Et beaucoup de consommateurs ne peuvent pas se payer les produits frais locaux.

Le problème se trouve du côté des intermédiaires qui veulent acheter les produits agricoles au prix le plus bas pour les revendre aux consommateurs à un prix beaucoup plus élevé. Les femmes de la coopérative "**Mujer ejemplar**" ("les femmes exemplaires") ont trouvé la solution : elles ont lancé un marché agricole où elles peuvent vendre leurs produits directement aux clients et fixer elles-mêmes les prix. Mais malgré ce point de vente, elles ont toutes les peines du monde à faire face à la concurrence des produits importés, comme les légumes du Costa Rica, le fromage du Salvador ou les fleurs de maïs des États-Unis.

Actions & faits

- Les femmes de la coopérative ont commencé par mener une analyse des clients potentiels de leur commune afin de connaître les besoins et de pouvoir y répondre. Les chiffres de vente sont encore modestes, mais les résultats sont encourageants.
- L'agriculture doit se diversifier. Si tout le monde propose les mêmes produits, l'offre dépasse la demande et les prix restent bas.
- La collaboration avec les autorités locales est bonne. Elles soutiennent les nouvelles initiatives, s'occupent parfois de l'accompagnement et font même à l'occasion de la publicité dans la commune, dans les écoles etc.

Blanquita Landero Betanco, présidente de Mujer ejemplar:

"Nous vendons surtout des fruits et légumes : tomates, poivrons, yuca, haricots... Nous disposons d'un espace où nous pouvons tempo-

rairement entreposer les haricots. Grâce au petit bénéfice de la coopérative, nous avons pu cimenter le sol de nos points de vente."
Et pour l'avenir ? "Avancer, toujours avancer. Nous ne pouvons en aucun cas perdre le moindre centime investi. Au Nicaragua, les femmes sont souvent reléguées à la seconde place. Mais nous avons réussi à mettre sur pied un endroit où les femmes peuvent vendre leurs produits à des conditions honnêtes."



Contexte

Au Nicaragua comme ailleurs, les gens cherchent à acheter au prix le plus bas. Au supermarché PALI, les produits sont moins chers que sur les marchés agricoles. Malgré la pauvreté, il est important de conscientiser la population sur les problèmes à ce niveau et de les encourager à consommer des produits locaux, plus sains pour les consommateurs et plus justes pour les paysans. Mais aussi plus favorables au développement de l'économie locale à long terme.

Plus d'infos : www.oxfamsol.be

Travailler et récolter des fonds pour Oxfam-Solidarité



"Je cherchais un job qui soit vraiment utile. Comme recruteur de rue, j'ai l'occasion de discuter avec toutes sortes de gens. On parle des problèmes de notre société, mais aussi des solutions qui existent. Encourager le public à soutenir les actions d'Oxfam-Solidarité me paraît être la meilleure façon de mettre mes qualités au service de la communauté tout en restant fidèle à mes convictions."

Raphael Bianchi

Vous aussi, vous souhaitez récolter des fonds pour Oxfam-Solidarité ? Faites-nous signe en envoyant un courriel à fundraising@oxfamsol.be

Représentation spéciale du Cirque du Soleil

Il reste encore des places disponibles pour la représentation de *Varekai*, le samedi 8 décembre à Anvers. Au profit d'Oxfam-Solidarité.

Plus d'infos : www.oxfamsol.be ou tél. 02 501 67 18



Calendrier 2008

De magnifiques photos rassemblées pour vous par Tineke D'haese, dans ce calendrier **disponible dans les magasins d'Oxfam-Solidarité ou sur notre site www.oxfamsol.be**

Globo

Notre magazine Globo de septembre se penche sur le lien entre armes et développement. **Demandez votre exemplaire gratuit via fundraising@oxfamsol.be ou par tél. 02 501 67 18.**

Obligations de solidarité

Un placement éthique grâce auquel vous investirez dans le fonctionnement d'Oxfam-Solidarité. Pour réduire les coûts liés à nos infrastructures, nous avons émis avec la banque Triodos une nouvelle série d'obligations de 500 euros pièce. **Vous souhaitez plus d'infos sur cet investissement responsable ? Contactez Petra Van Wijnsberghe par tél. au 02 501 67 06 ou par courriel via pva@oxfamsol.be**

Organisez une activité !

Faire la fête, jouer entre amis ou en famille, organiser des petits repas... Vous aimez ça ? Alors découvrez les 1001 manières de présenter et de soutenir les projets Oxfam-Solidarité d'une façon amusante dans notre guide bourré de détails pratiques.

Plus d'infos via fundraising@oxfamsol.be ou par tél. 02 501 67 88.

Merci !

- ⇒ **One day for another world**, organisé dans le cadre des Fêtes de Gand (17 juillet) par Comm'sa, Frans Brood Productions, les Ballets C. de la B. et Trefpunt vzw, en collaboration avec Oxfam-Solidarité.
- ⇒ Tous ceux et celles qui ont versé un legs à Oxfam-Solidarité. **Ludwig Bing, Yvonne Lariviere, Nelly Deherdt, Jeanne Warzée et Rosa Jordens** ont fait de leur testament un testament pour la vie. Merci à toutes et à tous.
- ⇒ Un tout grand merci à tous les **donateurs** qui ont répondu à l'enquête relative à notre communication. Nous avons reçu plus de 1.300 réponses. Vous avez exprimé votre grande satisfaction à l'égard de la communication d'Oxfam-Solidarité, et particulièrement d'Oxfam&Partenaires. Nous continuons donc sur notre lancée ! Avez-vous des questions concernant nos publications ? Ou des suggestions pour améliorer Oxfam&Partenaires ? Faites-les nous parvenir via fundraising@oxfamsol.be ou par tél. 02 501 67 18.